

Rencontre thématique avec Alain CHOUET (31 mai 2013)

Introduction de la rencontre par Joseph LE BIHAN

Nous avons la chance d'avoir parmi nous un professionnel pour qui le monde arabo-musulman et le terrorisme n'ont pas beaucoup de mystères. Il a passé une bonne partie de sa carrière dans le monde musulman ; il est arabophone. Il ne pourra vous dire tout ce qu'il fait mais il vous donnera sa perception de la situation actuelle. La seconde édition de son livre, paru en 2011, est sortie cette année.

Jean GUISNEL, qui a co-écrit ce livre dont on va parler est un journaliste trégorrois spécialiste des problèmes de sécurité et de défense.

Biographie d'Alain CHOUET

Diplômé de l'Ecole des Langues Orientales, de la faculté de droit de Paris et titulaire d'un DES de Sciences Politiques, Alain CHOUET est né le 24 août 1946 à Paris. C'est un officier de renseignement français qui a fait toute sa carrière de 1972 à 2002 au sein de la DGSE (ex. SDECE). Il a servi en poste détaché dans les ambassades de France, au Liban, en Syrie, au Maroc, en Belgique, ainsi qu'à la Mission française auprès des Nations Unies, à Genève avant de prendre le commandement du service de renseignement de sécurité chargé hors du territoire national de la lutte contre la criminalité organisée, l'espionnage, le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Auteur de nombreux articles sur ces sujets dans les revues spécialisées, il a été également consultant du Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des affaires étrangères et est actuellement conseiller technique de plusieurs programmes de recherches français et européens. Alain CHOUET vient de publier, en coopération avec le morlaisien Jean GUISNEL, un ouvrage intitulé : « Au cœur des services spéciaux. Menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers », paru aux éditions La Découverte, avril 2013.

Avertissement

Les notes de bas de page figurant ci-dessous en complément du texte de la conférence ainsi que les annexes ont été ajoutées par l'Institut de Locarn. Elles relèvent de la seule responsabilité de l'Institut et n'engagent en aucun cas le conférencier dont elles n'ont pas reçu l'approbation. Elles sont destinées à éclairer la compréhension ou fournir des compléments d'information dans des domaines peu familiers au grand public.



1.- État des lieux des printemps arabes deux ans après

Première conférence

Les pires conjectures que nous avons pu formuler au premier trimestre 2011¹ avec Jean Guisnel² concernant les pays dits du « Printemps arabe » se sont réalisées un peu partout. Et tous ces « Printemps » ont débouché sur des situations instables et l'émergence de structures faibles. Même si je comprends que la notion « d'Hiver islamiste » succédant rapidement aux espoirs

¹ Dans : « **Au cœur des services spéciaux. Menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers** », entretiens avec Jean Guisnel, Éditions La Découverte, Paris, 09/2011. Réédition augmentée en avril 2013.

² **Jean Guisnel** est un journaliste français, né à Rennes (Ille-et-Vilaine) le 8 septembre 1951. Élève de l'École normale d'instituteurs de Rennes (1971-1972), il participe au lancement de l'agence de presse Libération (APL), puis il quitte l'enseignement pour participer à la création du journal quotidien Libération. Il a été successivement envoyé spécial et journaliste au service politique de Libération, puis rédacteur en chef adjoint à partir de 1991. Il quitte le journal en 1996 pour entrer au Point, où il traite des questions de défense et des nouvelles technologies. Spécialiste des questions militaires et de renseignement, Jean Guisnel a été auditeur de l'Institut des hautes études de la défense nationale, et professeur associé à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr de 1999 à 2005 (chargé du cours de l'histoire de la presse). Il est membre du jury du Prix littéraire de l'armée de terre - Erwan Bergot [source Wikipedia].

suscités par les « printemps arabes » est jugée politiquement incorrecte, voire inconvenante dans un certain nombre de milieux bien-pensants, on ne peut échapper à un constat d'état des lieux préoccupant au regard de la démocratie et des problèmes de sécurité collective.

En Tunisie et en Égypte, les partis politiques émanant de l'Association des Frères Musulmans exercent leur mainmise sur le pouvoir au terme de processus électoraux jugés démocratiques par la communauté internationale. Mais, conformément à leurs pratiques héritées de leurs « pères fondateurs », Hassan al-Banna³ et Sayyid Qotb⁴, ils font exactement le contraire de ce qu'ils disent, imposant le monopole de leur emprise politique là où ils s'étaient engagés à respecter le pluralisme, organisant de façon plus ou moins formelle l'imposition de la *chari'a* au détriment des systèmes juridiques civils en vigueur. Ils se justifient de ces entorses à leurs engagements en invoquant la pression débordante de groupes « salafistes »⁵ extrémistes qu'on ne pourrait neutraliser qu'en leur faisant des concessions. L'argument est peu convaincant quand on observe que nombre de leaders de ces groupes salafistes sont issus de la Confrérie, ce qui laisse planer la suspicion quant à la spontanéité de ces surenchères entre tribuns populistes.

À Tunis comme au Caire, les Frères cogèrent la situation avec les armées qui restent - surtout en Égypte - les principaux opérateurs économiques du pays. C'est dans la répartition des tâches entre ces deux pôles que se décideront les évolutions locales. Habiles, grâce aux fonds des

³ **Hassan el-Banna** (14 octobre 1906 - assassiné le 12 février 1949), en arabe حسن البنا, est un instituteur égyptien fondateur de l'Association des Frères musulmans. Il est le grand-père de Tariq Ramadan et Hani Ramadan.

⁴ **Sayyid Qotb**, né le 9 octobre 1906 et exécuté par pendaison le 29 août 1966 était un poète, essayiste, et critique littéraire égyptien, puis un militant musulman membre des Frères musulmans.

⁵ **Le salafisme** est un mouvement sunnite revendiquant un retour à l'islam des origines, fondé sur le Coran et la Sunna. Aujourd'hui, le terme désigne un mouvement composite fondamentaliste, constitué en particulier d'une mouvance traditionaliste et d'une mouvance djihadiste. Toutes ces mouvances affirment constituer la continuation sans changement de l'islam des premiers siècles. Étymologiquement, « salafisme » (en arabe : السلفية as-salafiyya) provient du mot salaf, « prédécesseur » ou « ancêtre », qui désigne les compagnons du prophète de l'islam Mahomet et les deux générations qui leur succèdent. La volonté de retrouver l'islam des salaf dans sa pureté n'est pas récente. Par le mot salaf, les théologiens musulmans désignent Mahomet et ses compagnons (en particulier les quatre premiers califes), ainsi que les deux générations qui les suivirent, la tabi'un et les tabi' at-tabi'in. L'expansion de l'islam est généralement attribuée à la pureté de la foi des salafs. « Dès lors, à chaque fois que les sociétés musulmanes se retrouveront face à une crise économique, politique ou sociale, certains théologiens préconiseront un retour à l'islam des Salafs ». On trouve chez Ahmad Ibn Hanbal, au IXe siècle, la première interprétation littéraliste de l'islam, appuyée sur un appel aux ancêtres et une condamnation des innovations théologiques. Ibn Taymiyya y a également recours au XIVe siècle, alors qu'au même moment, le Moyen-Orient subit les invasions mongoles. Ibn Taymiyya et ses élèves (Ibn Al-Qayyim et Ibn Kathîr) sont ainsi une des principales références des mouvements salafistes contemporains.

Les mouvements salafistes contemporains prennent toutefois naissance dans la prédication de Mohammed ben Abdelwahhab, au XVIIIe siècle. Pour lui, le déclin des pays musulmans face à l'Occident résulte de l'oubli du message originel de l'islam, étant avili par des populations sédentaires et superstitieuses parmi des aristocraties raffinées et laxistes. Il prêche ainsi une lecture littéraliste et puritaine de l'islam, s'inscrivant dans la tradition hanbaliste et s'inspirant de Ibn Taymiyya. Dans sa prédication, il s'allie avec Mohammed ben Saoud, fondateur de la dynastie qui dirige encore aujourd'hui l'Arabie saoudite. Les partisans de Mohammed ben Abdelwahhab seront plus tard appelés wahhabites par Soulayman ben Abdelwahhab, le propre frère du fondateur de cette doctrine mais les partisans du prédicateur préfèrent se faire appeler Ahl at-Tawhid (Les gens de l'unicité). Ainsi, depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, le wahhabisme est la doctrine religieuse officielle de l'Arabie saoudite. « Dès lors, le salafisme devient une idéologie politico-religieuse dont la pensée sera largement diffusée successivement par les principaux prédicateurs de l'État saoudien moderne, en tête les oulémas Mohammed ibn Ibrâhim Âli ach-Chaykh, Abdel Aziz ben Baz et Mohammad ibn al-'Uthaymin. »

Les divers courants salafistes se perçoivent comme un mouvement de renaissance de l'islam, par un retour à la foi des origines, celle des « pieux prédécesseurs ». Ils rejettent tout ce qu'ils perçoivent comme des interprétations humaines postérieures à la révélation de Mahomet. Il s'agit donc d'un mouvement réformiste qui condamne à la fois les pratiques de l'islam populaire, accusées d'être des « superstitions », mais également une grande partie de la réflexion théologique musulmane, considérée comme porteuse d'« innovations », c'est-à-dire de créations de la raison humaine s'éloignant du message divin. Les salafistes refusent également toute influence occidentale, en particulier la démocratie et la laïcité, qu'ils accusent de corrompre la foi musulmane [source Wikipedia].

pétromonarques, à occuper de façon opportuniste les créneaux sanitaires et sociaux désertés par les pouvoirs dictatoriaux, les Frères le sont moins à gérer des États en difficulté et leur appétit de rente les conduit vers une opposition frontale avec la nomenklatura militaire. Face au désenchantement, voire à la rancœur que suscitent déjà leurs incapacités économiques et leurs dérives politiques, ils devront soit trouver un arrangement avec les responsables militaires sur le modèle turc ou pakistanais, soit s'exposer à un scénario de type algérien ou à la résurgence d'une révolution populaire. Dans tous les cas, c'est à des rééditions de situations dramatiques ouvrant la voie à l'expression des extrémismes et des violences de tous bords que l'on peut s'attendre.

En Libye comme au Yémen, la disparition brutale ou négociée des dictateurs a laissé place à des situations chaotiques et incontrôlées dont on mesure déjà les conséquences à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Des pouvoirs politiques en trompe-l'œil y dissimulent mal un contrôle effectif du terrain par des bandes armées aux appétits certains mais aux intérêts divergents qui se réclament toutes du wahhabisme et servent de base arrière au djihadisme.

Les royaumes arabes du Maroc et de Jordanie paraissent, aux yeux des opinions publiques occidentales, relativement épargnés par le désordre. Ils le doivent en partie à la dimension théologique de leurs monarques qui - l'histoire et la légende l'affirment - descendent en droite ligne du Prophète et bénéficient à ce titre d'une certaine légitimité religieuse. Ils le doivent surtout aux importantes concessions qu'ils ont été amenés à faire aux partis politiques islamistes auxquels ils ont bien été contraints de déléguer de vastes espaces de pouvoir avec des résultats aussi peu convaincants qu'en Égypte ou en Tunisie et qui peuvent rapidement évoluer vers la confusion.

Face à ces processus « aboutis », il reste des processus inaboutis ou en suspens qui ne manquent pas d'intérêt car ils sont à des titres divers révélateurs des contradictions locales mais aussi de nos propres contradictions que nous aurions peut être intérêt à méditer :

- L'Algérie, qui a connu son « printemps » en 1988-1992 sans sortir d'un régime militaro-affairiste parce que le courant islamiste issu des urnes y a d'emblée démontré son caractère violent et prédateur. Mais rien n'y est réglé et le régime n'y survit fragilement que par une alternance de répression violente et de concessions quotidiennes à l'islamisme politique.

- L'Émirat du Bahraïn, sorti sous forme démocratique de la colonisation britannique en 1970 mais qui a dû dissoudre son parlement élu et abolir sa constitution sous pression séoudienne en 1974, suscitant la révolte de sa majorité chiite contre son autocrate sunnite, une révolte aujourd'hui noyée dans la sang par l'armée séoudienne dans l'indifférence complice de l'Occident.

- Le Soudan, qui a connu son printemps en 1989 suite à la chute d'un autocrate jugé trop mou envers les communistes par l'Arabie et les Etats-Unis, repris en main par une dictature issue des Frères Musulmans qui ruine le pays depuis 30 ans, se livre à un génocide organisé au Darfour et dont la gestion rapace et violente a conduit à la sécession du tiers sud du territoire.

Et, il reste le cas dramatique de la Syrie dont l'issue demeure incertaine mais dans tous les cas tragique. Sur ce sujet particulier où le passionnel et le compassionnel l'emportent souvent sur l'analyse clinique, je crois devoir faire trois remarques préalables :

1 - Ce n'est pas parce qu'on se rebelle contre un autocrate qu'on est nécessairement un démocrate. De Lénine à Khomeyni en passant par Castro, les exemples abondent dans l'histoire contemporaine.

2 - Ce n'est pas parce qu'on s'interroge sur les objectifs et les méthodes d'une rébellion contre un dictateur qu'on est partisan du dictateur.

3 - Enfin, ce n'est pas parce qu'éventuellement on critique ces moyens et ces méthodes qu'on est un fasciste.

Je dis cela parce qu'un plumeur d'un grand hebdo national m'a récemment décrit comme l'un des chefs français de (je cite) « la légion brune de Bashar el-Assad ». Ce n'est pas que ce soit faux qui me gêne. J'ai l'habitude. Mais ce genre d'injure témoigne de l'ignorance pyramidale de leur rédacteur sur le sujet. Il y a de cela presque vingt ans, j'ai été le premier en France à essayer de prolonger les travaux de Michel Seurat⁶ sur ce qu'il appelait « l'Etat de barbarie ». Dans un très long article publié par la Documentation française, j'ai décrit en détail les méthodes et les mécanismes par lesquels Hafez el-Assad s'était approprié entre 1970 et 1990 l'ensemble de l'appareil d'Etat syrien au profit de sa famille et de sa communauté. Ce texte reste encore aujourd'hui - en France comme à l'étranger - l'une des premières références universitaires sur le sujet.

Je me rends régulièrement en Syrie depuis 45 ans et y ai résidé pendant plusieurs années. Mes activités m'ont amené à devoir fréquenter les responsables des services de sécurité civils et militaires syriens depuis la fin des années 70. Dans un rapport conflictuel d'abord. Dans un rapport de coopération ensuite. J'ai pu constater qu'ils ne font ni dans la dentelle ni dans la poésie et se comportent avec une absolue sauvagerie. Ce n'est pas qu'ils ont une conception différente des droits de l'homme de la nôtre. C'est qu'ils n'ont aucune conception des droits de l'homme... Leur histoire explique en grande partie cette lacune. D'abord, ils puisent leur manière d'être dans quatre siècles d'occupation par les Turcs ottomans, grands experts du pal, de l'écorchage vif et du découpage raffiné. Ensuite, ils ont été créés sous la houlette des troupes coloniales françaises pendant le mandat de 1920 à 1943, et, dès l'indépendance du pays, conseillés techniquement par d'anciens nazis réfugiés, de 1945 jusqu'au milieu des années 50, et ensuite par des experts du KGB jusqu'en 1990. Tout ceci n'a guère contribué à développer chez eux le sens de la douceur, de la tolérance et du respect humain.

Quant au régime syrien lui-même, il ne fait aucun doute dans mon esprit que c'est un régime autoritaire, brutal et fermé. Mais le régime syrien n'est pas la dictature d'un homme seul, ni même d'une famille, comme l'étaient les régimes tunisien, égyptien, libyen ou irakien. Tout comme son père, Bashar el-Assad n'est que la partie visible d'un iceberg communautaire complexe et son éventuel départ ne changerait strictement rien à la réalité des rapports de pouvoir et de force dans le pays. Il y a derrière lui 2 millions d'Alaouites encore plus résolu que lui à se battre pour leur survie.

Quand je suis allé pour la première fois en Syrie en 1966, le pays était encore politiquement dominé par sa majorité musulmane sunnite qui en détenait tous les leviers économiques et sociaux. Et les bourgeois sunnites achetaient encore – par contrat notarié – des jeunes gens et de jeunes filles de la communauté alaouite dont ils faisaient de véritables esclaves à vie, manouvriers agricoles ou du bâtiment pour les garçons, bonnes à tout faire pour les filles.

Les Alaouites sont une communauté sociale et religieuse persécutée depuis plus de mille ans. Issus au X^e siècle d'une lointaine scission du chiisme, ils pratiquent une sorte de syncrétisme mystique compliqué entre des éléments du chiisme, des éléments de panthéisme hellénistique, de

⁶ **Michel Seurat** est un sociologue et chercheur au CNRS, né le 14 août 1947 en Tunisie et décédé à Beyrouth en 1986. Il est enlevé le 22 mai 1985 au Liban, par le Jihad islamique libanais, une organisation terroriste clandestine soupçonnée d'être un prête-nom du Hezbollah, mouvement chiite pro-iranien. Contrairement à son codétenu Jean-Paul Kauffmann, enlevé le même jour, il n'est pas libéré, et l'annonce de sa mort est faite le 5 mars 1986. En octobre 2005, les restes de Michel Seurat sont retrouvés dans la banlieue sud de Beyrouth, recouverts d'un simple drap de laine, puis formellement identifiés après des tests ADN. Le 7 mars 2006, son corps est rapatrié en France où il est accueilli à l'aéroport d'Orly par le Premier ministre français Dominique de Villepin. Les autorités françaises présentent cette découverte comme un pur hasard, mais sa veuve Marie Seurat, d'origine syrienne, avance la thèse d'une mise en scène du Hezbollah : « Le Hezbollah savait où Michel avait été enterré (...) il a voulu se racheter une conduite (...) Quand les Forces de sécurité intérieure libanaises ont retrouvé il y a quelques semaines le corps de Michel, sa dépouille était enveloppée dans un lainage demeuré intact. Comment est-ce possible que ce drap soit resté en l'état, alors que Michel reposait depuis vingt ans dans une zone humide près de la mer, non loin de l'aéroport au sud de Beyrouth. » Elle ajoute : « Il y a l'Iran, certes, mais il y a aussi des Libanais. Et qu'on ne vienne pas me dire qu'on ne les connaît pas, ils sont au Parlement » [source Wikipedia].

mazdéisme⁷ persan et de christianisme byzantin. Ils se désignent eux mêmes sous le nom d'Alaouites – c'est à dire de partisans de Ali, le gendre du prophète - quand ils veulent qu'on les prenne pour des musulmans et sous le nom de Nosairis – du nom de Ibn Nosair, le mystique chiite qui a fondé leur courant – quand ils veulent s'en distinguer. Et – de fait – ils sont aussi éloignés de l'Islam que peuvent l'être les chamanistes de Sibérie. Ce n'est qu'en 1972 qu'ils ont obtenu une fatwa de l'Imam chiite libanais Moussa Sadr leur reconnaissant une appartenance au chiisme.

Pour toutes les religions monothéistes révélées, il n'y a pas pire crime que l'apostasie. Les Alaouites sont considérés par l'Islam sunnite comme les pires des apostats et cela leur a valu au XIV^e siècle une fatwa du juriconsulte salafiste Ibn Taymiyya⁸, l'ancêtre du wahhabisme actuel, prescrivant leur persécution systématique et leur génocide. Cette fatwa n'a jamais été remise en cause et est toujours d'actualité, notamment chez les salafistes, les wahhabites et les Frères Musulmans. Pourchassés et persécutés, les Alaouites ont dû se réfugier dans les montagnes côtières arides entre le Liban et l'actuelle Turquie tout en donnant à leurs croyances un côté hermétique et ésotérique, s'autorisant la dissimulation et le mensonge pour échapper à leur tortionnaires.

Il leur a fallu attendre le milieu du XX^e siècle pour prendre leur revanche. Soumis aux occupation militaires étrangères depuis des siècles, les bourgeois sunnites de Syrie ont commis l'erreur classique des parvenus lors de l'indépendance de leur pays en 1943. Considérant que le métier des armes était peu rémunérateur et que l'institution militaire n'était qu'un médiocre instrument de promotion sociale, ils n'ont pas voulu y envoyer leurs fils. Résultat : ils ont laissé l'encadrement de l'armée de leur tout jeune pays aux pauvres, c'est à dire les minorités : chrétiens, ismaéliens, druzes, chiïtes et surtout alaouites. Et quand vous donnez le contrôle des armes aux pauvres et aux persécutés, vous prenez le risque à peu près certain qu'ils s'en servent pour voler les riches et se venger d'eux. C'est bien ce qui s'est produit en Syrie à partir des années 60. Dans les années 70, Hafez el-Assad chef de l'armée de l'air puis ministre de la défense, s'est emparé du pouvoir par la force pour assurer la revanche et la protection de la minorité à laquelle sa famille appartient et des minorités alliées – chrétiens et druzes - qui l'ont assisté dans sa marche au pouvoir. Ils s'est ensuite employé méthodiquement à assurer à ces minorités – et en particulier à la sienne - le contrôle de tous les leviers politiques, économiques et sociaux du pays.

Face à la montée du fondamentalisme qui progresse à la faveur de tous les bouleversements actuels du monde arabe, son successeur se retrouve comme les Juifs en Israël, le dos à la mer avec le seul choix de vaincre ou mourir. Les Alaouites ont été rejoints dans leur résistance par les autres minorités religieuses de Syrie, Druzes, Chi'ites, Ismaéliens et surtout par les Chrétiens de toutes obédiences instruits du sort de leurs frères d'Irak et des Coptes d'Égypte.

⁷ Le **mazdéisme** est une religion iranienne qui doit son nom à son dieu principal, Ahura Mazda. Le zoroastrisme, du nom de Zoroastre/Zarathoustra, est une réforme du mazdéisme. Le zoroastrisme est la forme monothéiste sous laquelle s'est répandue cette religion, qui existe toujours. Le livre sacré du mazdéisme est l'Avesta [source Wikipedia].

⁸ **Ibn Taymiyya** (né en 1263 à Harran en Turquie, mort en 1328 à Damas), est un théologien et un juriconsulte (faqih) kurde musulman sunnite du XIII^e siècle, influent au sein du madhhab hanbalite. Son époque est marquée par les conflits entre Mamelouks et Mongols, il tente d'organiser le jihad contre ces derniers qu'il accuse de mécréance. Se distinguant par son refus de toute innovation dans la pratique religieuse, rejetant tant Al-Ghazali qu'Ibn Arabi tout comme l'ensemble des philosophes, son radicalisme le fait incarcérer à plusieurs reprises par les autorités mameloukes de son époque et il trouve la mort en prison. Ses écrits ont influencé le wahhabisme, le salafisme, le qutbisme et le djihadisme, pour lesquels ils représentent la principale influence théologique et source juridique. Il est ainsi considéré comme une source d'inspiration importante de l'islamisme moderne. Critiqué par de nombreux grands savants pour ses erreurs dans la théologie, il s'est ensuite repenti et est devenu Acharite comme le signale un des plus grands savants du Hadith surnommé "l'Emir des Croyants en Hadith" : Ibn Hajar Al 'Asqalani [source Wikipedia].

Et il est absolument faux de dire - comme le colportent les bien pensants parisiens - que c'est le régime syrien lui-même qui a transformé une légitime contestation populaire en guerre civile communautaire. La guerre civile, le pays est dedans depuis 1980 quand un commando de Frères musulmans s'est introduit dans l'école des cadets de l'armée de terre d'Alep, a soigneusement fait le tri des élèves officiers et a massacré 80 cadets alaouites au couteau en application de la fatwa d'Ibn Taymiyya. Les Frères l'ont payé cher en 1982 à Hama – fief de la confrérie - que l'oncle de l'actuel président a méthodiquement rasée en y faisant entre 10 et 20000 morts. Mais les violences intercommunautaires n'ont jamais cessé depuis même si le régime a tout fait pour les dissimuler. Alors, proposer aux Alaouites et aux autres minorités non arabes ou non sunnites de Syrie d'accepter des réformes qui amèneraient les islamistes au pouvoir revient très exactement à proposer aux Afro-américains de revenir au statu quo antérieur à la guerre de sécession.

Peu habitué à la communication, le régime syrien en a laissé le monopole à l'opposition. Mais pas à n'importe quelle opposition. Car il existe en Syrie d'authentiques démocrates libéraux ouverts sur le monde et qui s'accommodent mal de l'autoritarisme du régime. Mais ceux-là, trop dispersés, sans moyens et sans soutiens. Ils n'ont pas la parole et sont considérés comme inaudibles par nos élites car ils appellent à une transition négociée avec un Président dont l'Occident veut voir la tête au bout d'une pique.

Si vous vous informez sur la Syrie par les médias écrits et audiovisuels, vous n'aurez pas manqué de constater que toutes les informations concernant la situation sont sourcées « Observatoire syrien des droits de l'homme » (OSDH) ou plus laconiquement « ONG », ce qui revient au même, l'ONG en question étant toujours l'Osdh. Observatoire des droits de l'homme - c'est une dénomination qui sonne bien aux oreilles occidentales dont il est devenu la source d'information privilégiée voire unique. C'est en fait une émanation de l'Association des Frères Musulmans et il est dirigé par des militants dont certains ont été autrefois condamnés pour activisme violent, en particulier son fondateur et premier Président, Monsieur Haytham el-Maleh condamné dans les années 80 à 8 ans de prison pour activisme islamiste violent et aujourd'hui réfugié au Caire. L'Osdh s'est installé à la fin des années 80 à Coventry près de Londres sous la houlette bienveillante des services anglo-saxons et fonctionne en quasi-totalité sur fonds séoudiens et maintenant qataris. Je ne prétends nullement que les informations émanant de l'OSDH soient fausses, mais, compte tenu de la genèse et de l'orientation partisane de cet organisme, je suis tout de même surpris que les médias occidentaux et en particulier français l'utilisent comme source unique sans jamais chercher à recouper ce qui en émane.

Second « chouchou » de nos médias et de nos politiques, le Conseil National Syrien, devenu aujourd'hui Coalition nationale syrienne. Il a été créé en 2011 sur le modèle du CNT libyen à Istanbul et à l'initiative non de l'Etat turc mais du parti islamiste AKP. Censé fédérer toutes les forces d'opposition au régime, le CNS a rapidement annoncé la couleur. Au sens propre du terme.... Le drapeau national syrien est composé de trois bandes horizontales. L'une de couleur noire qui était la couleur de la dynastie des abbassides qui a régné sur le monde arabe du 9è au 13è siècle. L'autre de couleur blanche pour rappeler la dynastie des Omeyyades qui a régné au 7è et 8è siècle. Enfin, la troisième de couleur rouge censée représenter les aspirations socialisantes du régime. Dès sa création, le CNS a remplacé la bande rouge par la bande verte de l'islamisme comme vous pouvez le constater lors des manifestations anti-régime.

Cela dit, la place prédominante faite aux Frères Musulmans au sein du CNS, puis de la coalition nationale par l'AKP turc, le Qatar et l'Arabie a fini par exaspérer à peu près tout le monde au sein de la rébellion. Depuis plus d'un an maintenant, la coalition change de chef à peu près tous les trois mois sans jamais parvenir à un accord sur sa composition, sa stratégie, ses objectifs et sa représentativité. Tout cela fait désordre, bien sûr, mais est surtout révélateur de l'orientation que les Etats islamistes appuyés par les néo-conservateurs américains entendent donner aux mouvements de contestation dans le monde arabe.

Ce ne sont évidemment pas ces constatations qui vont rassurer les minorités de Syrie et les inciter à la conciliation ou à la retenue. Les minorités de Syrie – en particulier, les Alaouites qui sont en possession des appareils de contrainte de l'Etat – sont des minorités inquiètes pour leur survie qu'elles défendront par la violence. Faire sortir le Président syrien du jeu peut à la rigueur avoir une portée symbolique mais ne changera rien au problème. Ce n'est pas lui qui est visé, ce n'est pas lui qui est en cause, c'est l'ensemble de sa communauté qui se montrera encore plus violente et agressive si elle perd ses repères. Plus le temps passe, plus les choses empireront sur le modèle de la guerre civile libanaise qui a ensanglanté ce pays de 1975 à 1990.

Il aurait peut être été possible à la communauté internationale de changer la donne il y a deux ans en exigeant du pouvoir syrien des réformes libérales en échange d'une protection internationale assurée aux minorités menacées. Et puisque l'Arabie et la Qatar – deux monarchies théocratiques se réclamant du wahhabisme – sont supposément nos amies et nos alliées, nous aurions pu au moins leur demander de déclarer la fatwa d'Ibn Taymiyyah obsolète, nulle et non avenue afin de calmer le jeu. Il n'en a rien été. Aux minorités syriennes menacées, l'Occident, France en tête, n'a opposé que la condamnation et l'anathème parfois hystérique tout en provoquant partout – politiquement et parfois militairement – l'accession des intégristes islamistes au pouvoir et la suprématie des Etats théocratiques soutenant le salafisme politique. Et pour couronner le tout, notre pays s'est même proposé d'intervenir militairement aux côtés des rebelles et - plus récemment - de leur fournir des armes. Annoncée le 14 mars 2013, la spectaculaire initiative du Président français consistant à proclamer sa volonté d'armer les rebelles syriens en marge, voire à l'encontre de toute forme de consensus international était troublante. Le retrait annoncé de cette initiative à l'occasion d'une conférence de presse quinze jours plus tard ne l'était pas moins.

Dès lors qu'un Etat entreprend d'apporter hors de tout cadre juridique une aide militaire à des étrangers désireux de renverser leur gouvernement, si contestable soi-il, on entre clairement dans le domaine de l'ingérence et de l'illégalité internationale. Si on excepte son éviction d'une Ligue Arabe actuellement dominée par les pétromonarchies wahhabites qui ont juré sa perte, l'Etat syrien n'a été à ce jour l'objet d'aucune mesure de bannissement ou d'exclusion des instances et organisations internationales. La France ne dispose donc d'aucun mandat des Nations Unies ni d'aucune légitimité juridique pour contribuer à renverser le régime syrien et son actuel Président quelles que soient ses erreurs et ses fautes que personne ne songe à nier. Au demeurant, en autorisant l'exportation d'armes aux insurgés syriens, le gouvernement français contredirait en la matière la politique de l'Union européenne qu'il a pourtant très largement contribué à mettre sur pied. Le « Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements » définit des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires. La situation actuelle en Syrie constitue un de ces cas d'école où l'Union s'interdit formellement d'aggraver un conflit civil par fourniture de moyens. Outre l'illégalité flagrante d'une initiative plus proche de la politique de la canonniers que du droit d'ingérence humanitaire, se pose le problème de son utilité et de son efficacité.

Depuis deux ans déjà, la France, par le biais de ses services spéciaux, – comme les Britanniques, les Américains et les Turcs – fournit entraînement ainsi qu'assistance logistique et technique aux opposants syriens ouvertement approvisionnés en armes de tous calibres par les monarchies du Golfe. Sauf à pourvoir l'opposition en armes sophistiquées ou de gros calibre, on ne voit guère ce que des fournitures « officielles » pourraient changer à la situation. Car tous ces soutiens n'ont pas conduit à la constitution d'une opposition structurée, crédible et porteuse de valeurs que la France a pour coutume de promouvoir. Deux ans après le déclenchement de la révolte en Syrie, la rébellion syrienne, demeure hétéroclite et fragmentée. Elle comprend grossièrement quatre composantes : une opposition démocratique intérieure qui a clairement fait le choix d'une transition négociée mais qui, de ce fait, est ignorée par les pays occidentaux ; une opposition politique extérieure centrée sur les Frères Musulmans, dont les chefs, devenus enjeux de rivalités entre le Qatar, l'Arabie et le parti islamiste turc, changent dramatiquement tous les trois mois ; une opposition armée nationale (ASL) très composite, divisée et incontrôlable qui compte aujourd'hui pas moins de huit factions concurrentes dont aucune ne reconnaît l'autorité des

politiques ; une opposition combattante salafiste , la plus active et la plus violente mais pas moins divisée, soutenue par les pays du Golfe, dont le Qatar et l'Arabie saoudite, composée en majorité de volontaires étrangers sans aucun lien avec les politiques.

Lors de l'énoncé de son intention de faire lever l'embargo sur les livraisons d'armes ou, au besoin, de s'en affranchir, le Président français a laissé entendre de façon un peu péremptoire que les services de la République sauraient parfaitement à laquelle de ces multiples composantes de l'opposition syrienne il serait opportun de fournir une aide militaire pour parvenir à la chute du régime et à l'établissement des libertés démocratiques. Deux semaines plus tard, il renonçait à son projet de fournitures en arguant ne pas disposer de garanties suffisantes sur la destination finale de ces armes. Il semble tout de même peu probable qu'au terme de deux années de suivi des affrontements en Syrie, les services diplomatiques et de renseignements français aient substantiellement modifié en l'espace de quinze jours leur évaluation des objectifs et des rapports de force des acteurs de terrain. Quelles que soient les raisons de ces louvoiements, ils ne contribuent ni à calmer le jeu ni à en faciliter la compréhension par nos concitoyens.

Réponses aux questions de la salle

Rôle de Poutine dans le conflit ?

Les Russes et les Chinois ne souhaitent pas que l'ONU se transforme en machine à donner les bons et les mauvais points en matière de gouvernance ou en mécanique à éliminer les régimes qui ne plaisent pas à l'Occident. Ils ont été échaudés par l'affaire libyenne où, sous prétexte d'intervention humanitaire, les Franco-Britanniques soutenus par les Américains ont largement excédé les limites du mandat qui leur avaient été fixé par l'ONU, ont soutenu et armé les rebelles, détruit les infrastructures d'État et organisé le lynchage médiatisé de Kadhafi. Ils opposeront désormais leur veto à toute initiative de ce genre.

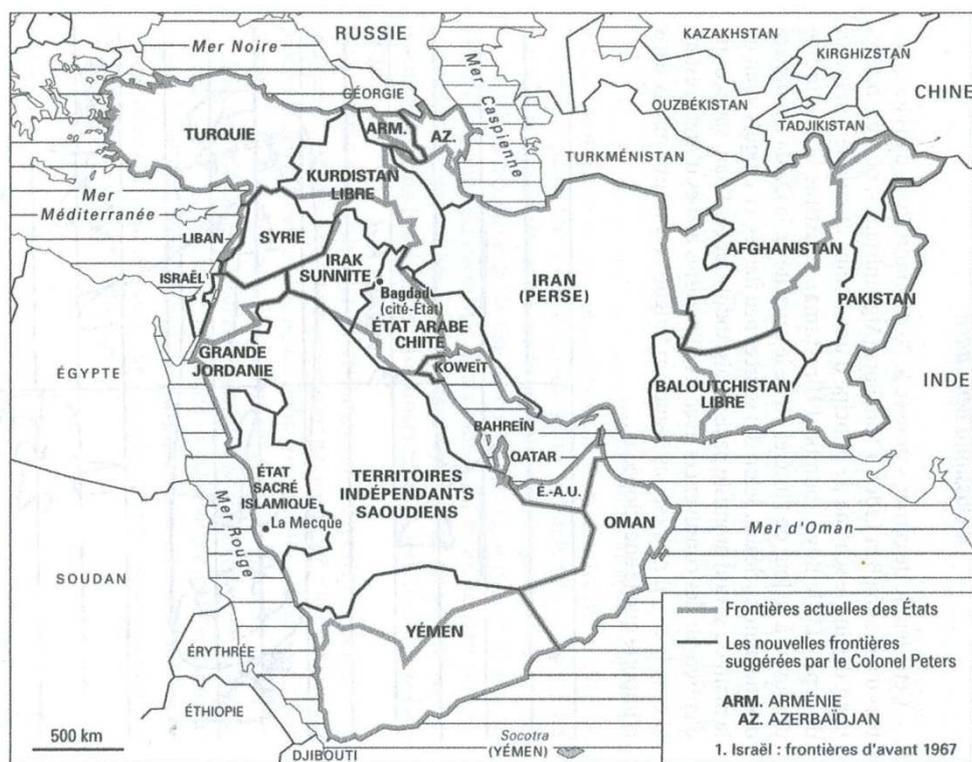
Au-delà de cette considération de base, la Russie souhaite conserver l'atout politique que représente le régime laïque et socialisant syrien dans un Moyen Orient presque entièrement contrôlé par l'OTAN. Enfin Poutine entend bien exercer le rôle traditionnel de la Russie - même soviétique - dans la protection des chrétiens grecs-orthodoxes de Syrie, menacés comme les Alaouites, par la rébellion djihadiste.

En tout cas, ce ne sont pas les marchés d'armes qui motivent Moscou. La Syrie n'a jamais payé les quantités astronomiques d'armes fournies par la Russie depuis cinquante ans.

Positions des néoconservateurs américains.

Ils ont toujours joué la carte islamique. Depuis 1955, il fallait faire une ceinture de sécurité autour de l'URSS. De la Turquie à l'Indonésie, il fallait favoriser les pays islamiques contre toute dérive progressiste ou communiste. L'islamisme politique est perçu comme une garantie de stabilité et de conservation de l'ordre établi par la droite américaine, le lobby pétrolier et le complexe militaro-industriel.

Et depuis 2001, ces milieux néo-conservateurs vont même plus loin. Ils estiment que pour mettre fin aux conflits dans la région et sécuriser les approvisionnements énergétiques, il faut revoir tous les frontières des pays de la région en les remodelant suivant les communautés ethniques linguistiques et religieuses locales. Cette approche a été théorisée en 2005 par le Pentagone qui a proposé de « revoir la carte » selon les tracés suivants :



Source : Ralph PETERS, « Blood borders. How a better Middle East would look », <www.armedforcesjournal.com>, juin 2006.

Tout repose sur la création d'un « État arabe chiite » sous contrôle américain étroit qui inclurait toutes les ressources pétrolières de la région à l'intérieur de ses frontières aux dépens d'un Iran fortement affaibli et d'une Arabie qui disparaîtrait pratiquement de la carte. Sur le plan politique, les États dominants de la région (Turquie, Pakistan, Iran) seraient largement amputés pour les affaiblir militairement et laisser place à des petits États communautaires faibles (Kurdistan, Bélouchistan, Grande Jordanie, Grand Liban (regroupant les Chrétiens et les Alaouites), etc. tout cet édifice contribuant d'autre part à légitimer l'existence d'Israël en tant qu'État communautaire.

Et Israël ?

Pour Israël, les « printemps arabes » sont un jeu à somme nulle. Le désordre actuel du monde arabe éloigne pour longtemps la perspective d'une confrontation violente directe avec son environnement. Mais la prise généralisée du pouvoir par des forces salafistes dans les pays voisins éloigne tout aussi durablement la perspective d'un règlement négocié et augmente sensiblement le risque terroriste.

Quel est le rôle de l'Iran ?

L'Iran s'estime encerclé par des forces hostiles à la solde de l'Arabie wahhabite et de ses alliés occidentaux. Les Iraniens s'efforcent donc de créer et maintenir un « arc chiite » s'étendant de l'ouest de l'Afghanistan jusqu'au sud Liban en passant par l'Irak et la Syrie de façon à empêcher la création d'un « axe sunnite » qui unirait les riches monarchies wahhabites de la péninsule arabique à la puissance économique et militaire de la Turquie. C'est pourquoi l'Iran soutiendra le régime syrien actuel autant qu'il le pourra.

Quelles sont les évolutions possibles de ces changements de pouvoirs des pays arabes très marqués par les Frères Musulmans ?

Le meilleur exemple que l'on puisse donner des évolutions possible est celui du Soudan où les Frères ont pris le pouvoir en 1989 avec l'appui d'une partie du corps des officiers acquis à leur cause et le soutien de l'Arabie Saoudite. En trente années de pouvoir, ils ont ruiné le pays, provoqué par leurs exactions la sécession des provinces du sud majoritairement chrétiennes,

commis un génocide dans leur province occidentale du Darfour. D'une manière générale, les Frères Musulmans ont profité pendant presque un demi siècle de la répression des forces démocratiques par les pouvoirs militaires dans l'ensemble du monde arabe alors qu'eux-mêmes survivaient grâce au soutien financier des pétromonarchies et au soutien politique de l'Occident. On se retrouve donc un peu partout à la recherche de solution de coexistence politique entre les Frères et les commandements militaires, donc avec des scénarios prévisibles calqués sur les modèle soudanais, pakistanais, turc ou algérien, aussi peu enthousiasmants les uns que les autres...

Le monde arabe ne manque nullement de démocrates mais ils sont inaudibles et invisibles car ils ne disposent d'aucun appui politique ou financier extérieur alors que les Frères disposent de la manne financière des pétromonarques et de l'indifférence, voire même du soutien des Occidentaux.

Pour Israël le jeu est plus complexe. Il y a des contacts discrets entre Arabie saoudite et Israël, me semble-t-il ?

L'Arabie - contrairement au Qatar - commence à avoir peur de ses propres créations. Elle recherche donc des accommodements qui lui assurent la protection de l'Occident. Mais c'est un théâtre d'ombres. L'allié naturel d'Israël dans la région est l'Iran. Comme il l'était jusqu'à la chute du Chah et qui le redeviendra probablement dans l'avenir car les deux pays ont le même problème : comment survivre en tant que minoritaires dans un « océan sunnite » sans cesse plus intégriste et agressif. C'est pourquoi la plupart des responsables militaires et sécuritaires israéliens désapprouvent l'actuelle politique agressive de cabinet Netanyahu vis-à-vis de l'Iran et prônent plutôt des mesures de patience assorties de pressions diverses en attendant que le climat change à Téhéran.

Changement d'attitude de la France dans les pays arabes. N'est-ce pas dû à l'influence financière du Qatar dans notre pays ? La France était-elle traditionnellement alliée au laïcisme arabe ?

Je ne peux répondre à cette question. C'est à nos responsables politiques qu'il faut la poser. Ce que je constate en revanche, c'est qu'il y a un milliard et demi de musulmans dans le monde et que la France se comporte comme si n'existaient que 25 millions de Saoudiens et de Qataris. Faisons nous un bon calcul en ne pariant que sur ceux là pour des raisons financières et énergétiques qui seront peut être obsolètes dans dix ans ?

Question sur la Libye. Comment cela va évoluer sur le plan business ? Actuellement, le pouvoir est instable.

Les choses ne vont pas se calmer avant longtemps sur le plan économique, politique et sécuritaire. La Libye est une création artificielle et ce pays n'a pas d'existence historique. Il est constitué de trois grandes provinces qui ne tenaient ensemble que par l'autorité d'un dictateur. Aujourd'hui la Libye est livrée aux appétits divergents de chefs de bande islamistes qui s'entretuent pour la moindre parcelle de rente. Il faudra beaucoup de temps pour qu'émerge un semblant d'ordre dans un pays qui sera peut être divisé en plusieurs parties.

Le sultan d'Oman ?

La population de Oman vit à l'écart du monde arabe. À la fois sur le plan géographique car elle en est séparé par le désert le plus aride du monde. Mais aussi sur le plan religieux car les Omanais sont des Kharidjites, c'est-à-dire des musulmans de la première heure qui ne reconnaissent ni les sunnites ni les chiites et vivent un Islam rigoureux mais pacifique en ignorant les querelles des autres. Enfin, le sultanat d'Oman est économiquement et politiquement tourné vers l'Océan Indien, le sous continent indien et l'Afrique orientale. L'actuel sultan d'Oman se montre très modéré en tout, ouvert au monde et au progrès. Il ne veut pas voir son

pays mêlé aux querelles actuelles. Il faut espérer que son successeur quel qu'il soit (puisqu'il n'aura pas d'héritier en ligne directe) saura poursuivre ses options.

Votre perception des Arabes par les Perses ?

Les Iraniens se veulent héritiers d'une civilisation multimillénaire, raffinée et ouverte au progrès. Ils n'ont que haine et mépris pour les Arabes - en particulier ceux de la péninsule arabique - qu'ils perçoivent comme des rustres parvenus, qui ont tenté de les asservir pendant des siècles et ont mené contre eux une guerre particulièrement longue et meurtrière de 1980 à 1990 par Irak interposé.

De leur côté, les musulmans sunnites, en particulier ceux de tradition salafiste, considèrent les chiites d'Iran, qu'ils soient Persans ou des nombreuses minorités du pays, comme des apostats bons à tuer. De chaque côté, on n'a que haine pour l'autre.

2.- Seconde conférence

Un ordre nouveau est arrivé suite aux Printemps Arabes

Mais, revenons à l'Egypte et à la Tunisie qui constituent les modèles les plus « aboutis » des printemps arabes.

Comme tous les mouvements fascistes, les Frères ont des stratégies immuables. Après avoir proclamé pendant les événements de la place Tahrir en 2011 qu'ils n'aspiraient nullement au pouvoir et se contenteraient de poursuivre leur mission « humanitaire et sociale », ils ont patiemment attendu que les forces démocratiques toutes neuves écloses de la révolte se dispersent en querelles byzantines pour venir se poser en rassembleurs et en sauveurs. Ils n'ont rassemblé que des majorités très relatives mais le parti nazi, qui leur a longtemps servi de modèle, n'avait pas fait différemment en 1933. Et, suivant le même schéma, ils ont changé de ton à peine parvenus aux commandes en revendiquant la totalité des pouvoirs, la Présidence de la République, la majorité parlementaire, la promulgation d'une constitution largement inspirée de la *chari'a*⁹, la subordination du pouvoir judiciaire à l'exécutif dans le but de se tailler un État sur mesure. Rien là qui doive surprendre. C'est ce qu'ils font à chaque fois que le pouvoir passe à leur portée. Cependant, et c'est souvent le cas quand ils y parviennent, leur hâte à gouverner sans partage les a conduits à un certain nombre de maladroites. Pour essayer de se soustraire à la nécessité de partager la rente et le pouvoir avec l'institution militaire, ils ont laissé quelques groupes djihadistes s'agiter le long de la frontière avec Israël. Il en est résulté des incidents qui ont permis de limoger les plus hauts cadres du ministère de la défense et de l'état major pour les remplacer par des officiers généraux acquis à la Confrérie comme Hassan Tourabi l'avait fait au Soudan en 1990 et comme l'AKP est en train de le faire un peu plus subtilement en Turquie. Si cette manœuvre a permis de s'assurer la docilité du haut commandement, elle ne change cependant rien au fond du problème. Quelle que soit sa subordination aux Frères, l'armée reste par son rôle économique majeur, la principale institution redistributrice de richesses dans le pays. Toucher à sa position économique et à ses rentes ne ferait qu'aggraver un climat social déjà très tendu.

Les Frères présentent malheureusement les défauts de tous les partis grossièrement populistes. Ils sont habiles à jouer sur des registres démagogiques en occupant avec l'argent des autres quelques créneaux sociaux et sanitaires désertés par les pouvoirs autoritaires. Ils le sont

⁹ **Charia** : Loi canonique islamique régissant la vie religieuse, politique, sociale et individuelle, appliquée de manière stricte dans certains États musulmans. (Les États où la charia est le plus largement appliquée sont, en Asie, l'Iran, l'Arabie saoudite, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Iraq, le Yémen, Oman et les Émirats arabes unis, et, en Afrique, le Soudan et le Nigeria). [Source Dictionnaire Larousse].

beaucoup moins à gérer des économies en crise et d'autant plus fragilisées que leur extrémisme politique inquiète les investisseurs extérieurs. Et la situation est d'autant plus préoccupante que leur victoire politique rend moins attractif leur financement par les pétromonarchies wahhabites vis-à-vis desquels Mohammed Morsi s'est montré de plus très maladroit. Soucieux de ne pas apparaître comme leur étant redevable, il a réservé l'une de ses premières visites d'État à l'Iran. Comme tous les salafistes, il n'a que haine et mépris pour le chiisme. Mais ce voyage à Téhéran était un message clair adressé aux Saoudiens et aux Qataris pour leur indiquer qu'ils ne devaient pas croire que leurs largesses pour la Confrérie pourraient leur valoir une quelconque gratitude ou subordination des Frères. Tout cela n'est pas fait pour arranger les choses et le pouvoir islamiste égyptien sorti est déjà à bout de souffle, concentrant sur lui une exaspération populaire à la mesure des illusions qu'il avait fait naître.

La situation en Tunisie présente de nombreuses analogies avec celle prévalant en Égypte¹⁰. Le parti En-Nahda, expression locale de la Confrérie, y fait preuve, avec encore plus d'habileté, d'autant de duplicité que ses homologues égyptiens. Après avoir officiellement et publiquement renoncé à inclure la chari'a dans la constitution, les Frères tunisiens ont organisé dans les provinces et les villes de moyenne importance, loin de l'attention des médias occidentaux, des comités de vigilance religieux pour faire appliquer des règlements totalement inspirés de la chari'a. Ce mouvement gagne progressivement les villes de plus grande importance et même la capitale où se multiplient les mesures d'interdiction en tous genres, la censure des spectacles, des divertissements, la mise sous le boisseau des libertés fondamentales et, bien sûr, des droits des femmes. Mais tout autant que leurs correspondants égyptiens, les Frères musulmans tunisiens se sont montrés incapables de répondre aux espoirs que leurs actions caritatives avaient suscités quand ils étaient dans l'opposition. Et tout aussi incapables de gérer une économie fragilisée par la crise internationale et par les inquiétudes que leur idéologie réactionnaire provoque.

L'évolution de la situation pourrait cependant - en tout cas je l'espère - être différente de celle qu'on peut redouter en Égypte. Il existe en effet en Tunisie une importante classe moyenne acquise à la modernité et qui constitue l'ossature de ce que nous appelons une véritable « société civile » - très embryonnaire en Égypte - faite d'associations à vocations diverses, de groupements de presse et d'artistes, de partis politiques démocratiques certes dispersés mais expérimentés et structurés et surtout de puissants syndicats qui ont toujours joué un rôle important dans les inflexions de la vie publique tunisienne. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'au moment où les islamistes sont en difficulté, c'est l'un des politiciens charismatiques

¹⁰ **La Révolution tunisienne de 2010-2011** (الثورة التونسية), parfois appelée « Révolution de jasmin » (ثورة الياسمين), est une révolution considérée comme essentiellement non-violente, qui par une suite de manifestations et de sit-in durant quatre semaines en décembre 2010 et janvier 2011, a abouti au départ du président de la République de Tunisie, Zine el-Abidine Ben Ali, en poste depuis 1987. L'appellation « Révolution de jasmin » a fait débat, car elle renvoie aussi à la prise de pouvoir de Ben Ali en 1987 (qualifiée de « Révolution au jasmin »). Les Tunisiens préfèrent le nom de « Révolution de la dignité » (ثورة الكرامة) pour qualifier les événements de 2010-2011. Parties de la ville de **Sidi Bouzid**, d'où le nom original de « révolte de Sidi Bouzid » (ثورة سيدي بوزيد) ou d'« intifada de Sidi Bouzid », ces manifestations sont menées en protestation contre le chômage qui touche une forte proportion de la jeunesse, plus particulièrement les jeunes diplômés, la corruption et la répression policière. Elles débutent le 17 décembre 2010, après l'immolation par le feu d'un jeune vendeur ambulant de fruits et légumes à Sidi Bouzid, Mohamed Bouazizi, dont la marchandise avait été confisquée par les autorités. Quatre semaines de manifestations continues, s'étendant à tout le pays malgré la répression et amplifiées par une grève générale, provoquent la fuite de Ben Ali vers l'Arabie saoudite le 14 janvier 2011. Le Conseil constitutionnel désigne le président de la Chambre des députés, Fouad Mebazaa, comme président de la République par intérim en vertu de l'article 57 de la constitution. Cette désignation et la constitution d'un nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre sortant Mohamed Ghannouchi ne mettent pas fin à la crise ; le contrôle de huit ministères par le parti de Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), est contesté par l'opposition et des manifestations. Mais le deuxième gouvernement Ghannouchi ne dure que du 27 janvier 2011 au 27 février 2011 : la pression populaire et syndicale pour un changement le plus complet possible et les violences continues entraînent la nomination d'un nouveau gouvernement dirigé par Béji Caïd Essebsi et la dissolution du RCD le 9 mars [Source Wikipedia].

proche des milieux syndicaux , Choukri Belaïd, qui est assassiné par des « éléments incontrôlés » et bien sûr non identifiés, dans la plus pure tradition terroriste des salafistes perdant pied.

Les partis et associations issus de cette société civile ont été durement pénalisés dans les restructurations politiques qui ont suivi la chute de Ben Ali parce qu'ils ne disposaient que de moyens financiers limités tandis que le parti islamiste En-Nahda bénéficiait au vu et au su de tous de généreux financements qataris et sans doute saoudiens. Mais le parti islamiste est, là comme en Égypte, au pied du mur et il lui sera certainement moins facile qu'en Égypte de s'en sortir par une manipulation experte de la violence politique même si l'exemple de Belaïd peut susciter des inquiétudes sérieuses.

Dans leur grande majorité, les Tunisiens sont peu enclins à la violence. Ils lui préfèrent de beaucoup l'ironie, la dérision et l'insolence d'ailleurs souvent plus subversives que la confrontation armée. Ils ne manqueront pas de s'en servir au profit de structures ouvertes et pluralistes auxquelles beaucoup adhèrent et qui sont tout à fait capables - après des débuts peut-être incertains et brouillons - d'assurer une gouvernance tolérante, ouverte et pluraliste du pays. Encore faudrait-il pour cela que les islamistes cessent de bénéficier de ces soutiens extérieurs wahhabites sur lesquels la communauté internationale s'obstine à fermer pudiquement les yeux.

Face à toutes ces contradictions, les théoriciens de la « bien-pensance » ont commencé par affirmer qu'il ne fallait pas s'inquiéter de ces crises et de ces dérives. Ils veulent y voir une situation banale qui s'inscrit dans la marche normale de sociétés à la recherche d'une identité politique nouvelle. Cette attitude témoigne d'une incroyable arrogance et de l'ignorance de ceux qui, en 1974, voyaient dans les Khmers rouges une bande de galopins indisciplinés mais bien sympathiques.

Oui, il faut s'inquiéter de ces crises. Et, non, ces dérives ne s'inscrivent pas dans la « marche normale » des Nations vers la liberté et la démocratie. De 1945 aux années 60, tous les pays arabes et musulmans accédant à l'indépendance, de l'Indonésie au Maroc et à l'exception notable de l'Arabie, se sont dotés de régimes démocratiques sous forme de républiques parlementaires ou de monarchies constitutionnelles qui fonctionnaient de façon plutôt débonnaire, voire aimablement anarchique, mais qui ont amplement prouvé que la démocratie n'était nullement étrangère à ces sociétés. L'Islam est en tous points compatible avec la démocratie. Ce sont les disciples de Ibn Taymiyya et du wahhabisme qui ne le sont pas. Les Arabes et les musulmans sont comme tout le monde, ils préfèrent la démocratie et la liberté à la dictature et à l'oppression. S'ils se trouvent condamnés depuis bientôt un demi-siècle à devoir subir des autocrates prédateurs ou des réactionnaires islamistes qui ne le sont pas moins, c'est parce que l'Occident porte une lourde responsabilité dans cette situation de déni de droit.

Autant que je sache, c'est dans le cadre de la confrontation est/ouest que l'Occident et l'URSS ont favorisé, voire organisé chacun à son profit, l'accession au pouvoir des dictatures militaires auxquelles ont été fournies ensuite des quantités astronomiques d'armements sans commune mesure avec leurs problèmes de défense et qui ne servaient qu'à asservir leurs peuples. C'est toujours suivant la même logique que l'Occident unanime a fermé les yeux sur la persécution généralisée des forces politiques à tendance libérale, démocratique ou sociale qui auraient pu ouvrir la porte à des « complaisances » envers le bloc de l'est. Et c'est dans ce même cadre que les États-Unis et leurs alliés des théocraties pétrolières ont favorisé un peu partout, en Indonésie, au Pakistan, au Soudan, en Somalie, en Afghanistan, la montée en puissance de forces politiques intégristes sunnites supposées garantes d'un ferme anticommunisme contre l'URSS à une époque et de l'isolement de l'Iran chiite aujourd'hui.

Il existe dans tous les pays dits du « Printemps arabe » d'authentiques démocrates susceptibles de répondre aux légitimes aspirations des peuples concernés à la liberté et à la dignité. Opprimés hier par les dictateurs, ils sont marginalisés aujourd'hui par les réactionnaires intégristes en raison des trop nombreuses ingérences extérieures dans la vie de ces pays. On est en train de refaire par bêtise ou par calcul, la même erreur avec les révoltes arabes qu'avec le terrorisme islamique : considérer que c'est une divine surprise, un phénomène irrationnel, généralisé, qu'il faut traiter partout où il se présente de la même façon. Et de préférence en composant avec les

plus conservateurs des contestataires parce que l'Occident pense qu'ils sont les meilleurs garants de l'ordre établi et la meilleure protection de nos alliés pétromonarques.

Les ratés des évolutions démocratiques, l'omniprésence des réactionnaires populistes parés des oripeaux de l'Islam ne relèvent pas de la fatalité ou d'une transition inéluctable. Les causes de ces ratés sont dans les richissimes théocraties wahhabites d'Arabie et du Qatar qui inspirent la violence, qui entretiennent ses réseaux, qui financent les forces politiques salafistes, qui font barrage partout où elles le peuvent contre les libertés et la démocratie en terre d'Islam, qui décrètent l'anathème contre quiconque leur fait de l'ombre. Elles sont dans le mariage contre nature contracté pour soixante ans en 1945 sur le cuirassé Quincy et renouvelé jusqu'en 2065 entre la première démocratie du monde occidental et la monarchie la plus réactionnaire du monde musulman. Elles sont dans les pactes tacites qui lient les Européens à leurs fournisseurs et clients du Golfe. Tant qu'on n'aura pas résolu cette contradiction fondamentale, il sera vain de rêver de « printemps » des peuples musulmans et d'espérer naïvement que nous resterons à l'abri de la barbarie salafiste.

Le terrorisme djihadiste international de type Al Qaïda atteint actuellement un niveau d'étiage. Il était le fait des Jama'a Islamiyyah (les bandes islamistes) qui sont de fait le bras armé des Frères Musulmans. Leur stratégie était de rendre le monde musulman haineux face à l'Occident et vice-versa de manière à ce que les Frères Musulmans puissent prendre le pouvoir sans que personne ne songe à intervenir contre eux. Cette stratégie a été utilisée jusqu'en 2003-2004. Mais à partir du moment où les Occidentaux servent le pouvoir sur un plateau aux Frères, ces derniers n'ont aucun intérêt à se faire remarquer par des actes de violence. Les Frères ont donc recentré leur dispositif de violence sur leurs « ennemis proches » - c'est-à-dire les pouvoirs locaux qui leur résistent encore (Syrie, Algérie, Afghanistan), les minorités locales qui les empêchent d'exercer un pouvoir absolu (Égypte, Irak, Nigéria, Soudan, Pakistan, pays du Sahel). Ils ne se mobilisent contre « l'ennemi lointain » - c'est-à-dire l'Occident - que quand celui-ci entend se mettre en travers de leur route ou entreprend de défendre les objectifs qu'ils attaquent. C'est ainsi que quand la France intervient au Mali contre les bandes armées salafistes, elle redevient une cible des entreprises djihadistes internationales.

Cela dit, il ne faut pas tomber dans le piège tendu depuis plus de vingt ans par les Frères Musulmans qui vise à dresser des murs de haine en assimilant n'importe quel comportement asocial ou déviant d'un individu musulman à une « guerre des civilisations » ou à un épisode supplémentaire du terrorisme international. Ainsi, il est à mon sens erroné et contre-productif d'assimiler des délires individuels comme ceux d'un Mohammed Merah¹¹ à des mouvements plus consistants de violence politique. Rien dans son comportement et son parcours ne le distingue d'un sociopathe ordinaire comme Anders Breivik¹² en Norvège. Ses actes de violence

¹¹ **Mohammed Merah** (né le 10 octobre 1988 à Toulouse et mort le 22 mars 2012 dans la même ville à la suite d'un assaut du RAID) est un terroriste islamiste franco-algérien ayant perpétré les tueries de mars 2012 à Toulouse et Montauban. En trois expéditions, il assassine sept personnes dont trois enfants et fait six blessés. Ses déplacements à bord d'un scooter volé lui valent le surnom de « Tueur au scooter ». Il est finalement abattu au terme d'une tentative d'interpellation qui a duré 32 heures. Ces événements ont fait l'objet d'une couverture médiatique exceptionnelle mais controversée pendant la campagne pour l'élection présidentielle française de 2012 [Source Wikipedia].

¹² **Anders Behring Breivik**, né le 13 février 1979 à Oslo, est un terroriste norvégien d'extrême droite qui a perpétré et revendiqué l'exécution des attentats du 22 juillet 2011 en Norvège qui ont fait un total de 77 morts et 151 blessés. Ce jour-là, il commet d'abord un attentat à la bombe visant un édifice gouvernemental à Oslo, causant huit morts. Il continue ensuite avec une tuerie de masse dans un camp de la ligue des jeunes du parti travailliste de Norvège sur l'île d'Utøya où il assassine 69 personnes, pour la plupart des adolescents. L'idéologie de Breivik est décrite dans un document texte distribué électroniquement par lui-même le jour des attaques. Dans celui-ci, il développe son soutien au « conservatisme culturel », à l'ultranationalisme, au populisme de droite, à l'islamophobie, au sionisme, à l'antiféminisme et au nationalisme blanc. Il considère l'islam, le marxisme culturel et la plupart des partis politiques européens comme des ennemis et exige l'annihilation violente de « l'Eurabia » et du multiculturalisme, ainsi que la déportation de tous les musulmans hors d'Europe pour l'année 2083 pour préserver

ne servaient aucune cause, n'étaient prescrits par personne, ne s'inscrivaient dans aucune stratégie internationale de violence. Ils n'étaient que la matérialisation de sa psychopathie. Et comme tous les psychopathes, il avait besoin de donner de la rationalité à ses actes de violence. Il est allé chercher cette rationalité dans son fonds culturel reposant sur les flamboyances du djihadisme comme Breivik a été la chercher dans son vieux fonds culturel nazi.

Assimiler Merah ou quelques autres psychopathes individuels au terrorisme djihadiste sous prétexte qu'ils sont musulmans revient à faire le jeu de la violence salafiste. Nous avons en France environ 5 millions de musulmans. Quelques dizaines sont passés à la violence politique, quelques centaines à la provocation religieuse, quelques milliers à la violence sociale et à la criminalité. En tout, environ 50000 personnes sur 5 millions, soit 1%. Faut-il en permanence considérer ce 1% et en faire un épouvantail pour les uns et un drapeau de ralliement pour d'autres au risque - tout à fait réel - de fournir des troupes à la violence salafiste quand les islamistes considéreront que la France se met en travers de leurs appétits ? Faut-il en permanence exhiber sur nos plateaux de télévision les agents d'influence des Frères Musulmans comme M.Tariq Ramadan¹³ plutôt que des représentants des 99% de musulmans qui ne demandent qu'à vivre en paix et selon nos lois ? Enfin fallait-il laisser le contrôle de l'Islam de France à l'émanation locale des Frères Musulmans en décidant de façon aberrante que ce serait l'organisation au patrimoine immobilier le plus conséquent qui prendrait le contrôle du CFCM¹⁴. À ce petit jeu, c'est évidemment l'organisation la plus riche, financé par l'Arabie et le Qatar, l'UOIF¹⁵ qui s'est assuré la suprématie. Inspirés par l'imam wahhabite extrémiste et théoricien

la chrétienté. Breivik a écrit que le motif principal de ses attentats était de faire de la publicité pour son manifeste. Lors d'une première expertise, Breivik est diagnostiqué schizophrène par des psychiatres de la justice norvégienne. D'après leur rapport, il a agi de manière pulsionnelle, sous l'emprise de pensées délirantes, se présentant notamment comme le futur régent de la Norvège, appelé à prendre le pouvoir avec l'aide d'une organisation templière. D'autres psychiatres ont contesté cette analyse et sous la pression de l'opinion publique une contre-expertise a été demandée en janvier 2012. Cette seconde expertise contredit les conclusions de la première en affirmant que Breivik, n'étant pas dans un état délirant au moment des faits, est pénalement responsable. À l'issue d'un procès où il multiplie les provocations, il est jugé responsable de ses actes et condamné à la peine indéterminée, soit 21 ans de prison prolongeable, peine maximale en Norvège, le 24 août 2012 [Source Wikipedia].

¹³ **Tariq Ramadan** est né le 26 août 1962 à Genève. Il est décrit comme un islamologue, théologien, professeur et universitaire à l'université d'Oxford suisse d'origine égyptienne. Il est le petit-fils du fondateur des Frères Musulmans et intervient très largement en France sur les plateaux TV, notamment à propos du débat concernant l'Islam en Occident et dans le monde.

¹⁴ Le **Conseil français du culte musulman (CFCM)** est une association régie par la loi de 1901 destinée à représenter les musulmans de France. La consultation initiée en 1999 par Jean-Pierre Chevènement, et poursuivie par Daniel Vaillant, aboutit à la création du conseil en 2003. Il est officiellement créé et soutenu par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur. Le CFCM intervient dans les relations avec le pouvoir politique français, dans la construction des mosquées, dans le marché des aliments halal, dans la formation de certains imams et dans le développement de représentations musulmanes dans les prisons et dans l'armée française. Il essaye de coordonner les dates des fêtes religieuses (dont celles du ramadan). Le conseil d'administration est élu pour trois ans par des délégués des mosquées dont le nombre est déterminé uniquement par la surface des lieux de culte. Le conseil élit en son sein le bureau exécutif qui élit à son tour le président du CFCM pour la durée du mandat. Les Conseils régionaux du culte musulman (CRCM) sont élus en même temps. Dalil Boubakeur, né en 1940 à Skikda en Algérie, est le premier président du CFCM. Élu en 2003, il est réélu en 2005 malgré la défaite de la Grande Mosquée de Paris et la victoire de la Fédération nationale des musulmans de France. En juin 2008, Mohammed Moussaoui, né en 1964 à Figuig au Maroc, professeur de mathématiques à l'université d'Avignon et vice-président du Rassemblement des musulmans de France, remplace Boubakeur à la présidence à l'issue des élections. En 2005, parmi les présidents élus lors de ces scrutins régionaux, une femme est élue présidente du CRCM Limousin. Un an après son élection, elle présente sa démission car les CRCM et le CFCM n'avaient, selon elle, aucun moyen d'action concret, ni pour représenter les musulmans de France, ni pour pouvoir agir sur les dossiers sensibles les concernant. Ne voulant pas servir de faire-valoir ou de prête-nom, elle décide alors de se retirer [source Wikipedia].

¹⁵ **L'Union des organisations islamiques de France (UOIF)** est une fédération musulmane française. Parmi les organisations liées avec l'UOIF sont l'Association des musulmans de Lorraine, l'Association culturelle lyonnaise et l'Association des musulmans des Alpes-Maritimes (AMAM). Membre du Conseil français du culte musulman, depuis les élections de 2003, l'UOIF détient une vice-présidence et la présidence de onze des vingt-cinq conseils

de la violence djihadiste, Youssef Qardawi, Frères musulman d'Égypte entretenu à Doha par l'Émir du Qatar, les « penseurs » de l'UOIF distillent chaque jour dans les mosquées, les centres culturels ou sportifs, les salles de réunions, les congrès un discours de haine contre l'Occident, de refus des règles des sociétés d'accueil, de crispation sur les concepts les plus réactionnaires de l'interprétation coranique.

En Occident comme dans le monde musulman, il sera vain d'espérer un quelconque apaisement de la violence salafiste tant qu'on n'aura pas résolu le problème du rôle joué dans le contrôle de l'Islam mondial par les richissimes théocraties wahhabites.

Réponses aux questions

Que sont devenus les démocrates de ces pays arabes ?

Beaucoup d'entre eux ont quitté leur pays et nombreux sont ceux qui ne rentreront pas. Les autres sont condamnés au silence faute de moyens et faute d'audience dans les pays occidentaux. Les vrais démocrates arabes appelaient à la fin des dictatures mais pas au lynchage des dictateurs. Ils souhaitaient des formules de compromis humanistes et sans violence. C'était inaudible pour les opinions et les médias occidentaux qui veulent distinguer clairement les « bons » et les « méchants ». De plus nombre de ces démocrates arabes disposant de réelles capacités pour gérer leur pays avaient vécu longuement au sein des démocraties et étaient souvent mal connus dans leur propre pays. On l'a vu avec Mohammed el-Baradeï en Égypte.

Quid de Mohammed Merah ?

Il y a en France quelques dizaines de jeunes gens borderline comme il l'était. J'ai déjà dit que je ne considérais pas son cas comme un problème de violence terroriste islamique. Il n'est qu'un épiphénomène de cette violence et son cas nous renvoie à nos propres problèmes d'intégration, d'éducation, de suivi des problèmes sociaux. La DCRI a peut-être mal apprécié sa dangerosité mais j'observe que si on l'avait arrêté avant qu'il passe à l'acte tous les bien-pensants auraient hurlé au « délit de faciès » et à la « stigmatisation des immigrés en difficulté », etc.

En tout état de cause, la surveillance permanente d'un individu considéré comme potentiellement dangereux nécessite de mobiliser en permanence une équipe de 12 à 15 personnes. Une centaine de cas comme Merah nécessiteraient donc la mobilisation d'environ 1500 personnes, soit plus que les effectifs opérationnels de la DCRI. Il faut donc « penser » autrement le problème.

Il n'y a que des lumières rouges dans votre panorama. Quelles sont les lumières d'espérance ?

Je m'occupe du monde arabe depuis 45 ans. À chaque fois que j'y ai pressenti quelque chose de mauvais c'est le pire qui s'est produit. Quand on me parle d'arme chimique en Syrie, je suis persuadé que le pouvoir comme les rebelles se serviront de ce type d'arme s'ils en disposent. L'armée régulière syrienne dispose de gaz de combat comme beaucoup d'armées dans le monde à commencer par les plus puissantes. Mais je sais de source à peu près sûre que la rébellion syrienne a également reçu des stocks volés par les rebelles islamistes en Libye dans les casernes

régionaux du culte musulman (CRCM). L'UOIF a été créée en Meurthe-et-Moselle en mars 1983 par le rassemblement de quatre associations du nord et de l'est de la France. L'organisation est composée d'une soixante d'associations directement affiliées, et plus de cent cinquante associations gérant les lieux de culte en France sont proches idéologiquement de l'UOIF. Elle est propriétaire d'une trentaine de mosquées dans les grandes villes françaises. L'UOIF ne reçoit officiellement d'aide financière d'aucun État. Son autofinancement supérieur à 80 % est assuré en grande partie par ses membres. Une part de son financement (12 %) provient de donateurs physiques du Moyen-Orient. Le conseil d'administration, composé de 33 membres, est formé par 31 personnes élues par son Assemblée générale qui compte environ 400 membres, plus les Délégués régionaux de l'UOIF (au nombre de 7). L'UOIF a mis en place plusieurs associations spécialisées [source Wikipedia].

abandonnées par l'armée de Kadhafi. Dès lors le problème n'est pas de savoir si les protagonistes s'en serviront mais quand et où.

Quel impact sur les intérêts économiques de la France ?

Dans le monde arabe, la France n'a jamais joué les bons chevaux ni utilisé les bonnes méthodes. Et on s'obstine à ignorer les codes et schémas culturels de nos interlocuteurs. Obnubilés par les milliards des pétromonarques, nos hommes d'affaires et nos politiques veulent systématiquement jouer les gros contrats d'équipement ou d'armement à fort affichage médiatique. Or c'est une voie où on s'embourbe systématiquement parce que la route nous est barrée par la prédominance américaine sur la zone et nous y échouons régulièrement.

D'autres Européens comme les Allemands ou les Italiens ont compris cela depuis longtemps et privilégient les contrats plus modestes mais plus sûrs dans des domaines à forte valeur ajoutée où le savoir-faire des PMI-PME de la vieille Europe est dominant et n'entre pas en conflit avec les majors d'outre atlantique.

Nos démarcheurs commerciaux n'ont en général que mépris pour leurs interlocuteurs locaux dont ils ignorent la langue, les coutumes, les habitudes alimentaire et même le jour de congé qui est en général le vendredi....

Pour pallier ces insuffisances, nos politiques et nos milieux d'affaire ont en général recours à des intermédiaires levantins qui ne sont pas tous mauvais mais dont le coût exorbitant du service alourdit considérablement nos prix et rend nos produits moins compétitifs.

La Syrie risque-t-elle d'exploser ?

En Syrie, le niveau des destructions d'infrastructures, la désorganisation des services de l'État, la profondeur des contentieux et des haines sont aujourd'hui tels que rien ne sera plus comme avant. Même si les combats devaient s'arrêter demain, les communautés ethniques et religieuses resteront pour longtemps divisées de façon dramatique et sur un pied de guerre permanent.

Dans ces conditions les seules évolutions qui paraissent possibles pour l'instant sont soit une prolongation de la guerre civile comme celle qui a ensanglanté le Liban pendant quinze ans, soit une partition territoriale du pays entre ses différentes communautés. Dans ce dernier cas, ce sont les Chrétiens qui en feraient les frais car, contrairement aux Alaouites, aux Druzes, aux Kurdes, ils sont disséminés dans tout le territoire et ne disposent pas d'un refuge territorial.

Les Frères Musulmans ; qu'est-ce ? Comment se prémunir de cette population ?

Il me faudrait une séance entière pour répondre à cette question. Pour en savoir plus, je vous invite à voir ou revoir l'excellent reportage consacré à ce sujet par la chaîne FR3 le 22 mai dernier ou à lire sur internet le papier que j'avais rédigé en 2006 pour l'ESISC à Bruxelles (www.esisc.org) : « L'association des Frères musulmans : chronique d'une barbarie annoncée »¹⁶.

Comment se prémunir ? Peut-être revoir la façon dont nous avons abordé l'encadrement du culte musulman en France. En contrôlant ou en refusant l'action et l'ingérence de pays extrémistes étrangers. Un peu à l'image de ce qui s'est passé dans les années 30 vis-à-vis de l'Allemagne nazie, ou dans les années 50 avec l'URSS stalinienne.

Situation des chrétiens d'Orient ?

Les Chrétiens d'Orient sont des Arabes présents sur la zone depuis vingt siècles. Mais à partir du moment où le fondamentalisme religieux islamique prend la place du nationalisme arabe ou de la démocratie égalitaire et laïque comme forme d'encadrement politique, ils n'ont plus leur place et doivent soit se soumettre à l'ordre salafiste, soit partir, soit faire sécession. C'est ce que l'on a constaté au Soudan, en Égypte, en Palestine, en Irak et aujourd'hui en Syrie dans les zones « libérées » par la rébellion. Au total, leur nombre diminue régulièrement et inexorablement dans tout le Moyen Orient depuis 40 ans.

¹⁶ Lire l'article posté le 8 avril 2006 : <http://leuwen.perso.neuf.fr/Chouet-Les%20freres%20musulmans.pdf>

Avez-vous un seul exemple d'un pays à majorité musulmane sans dictature.

Votre question paraît contenir sa propre réponse..... D'abord, comme je l'ai dit au cours de la conférence, la quasi-totalité des pays musulmans accédant à l'indépendance au milieu du XXème siècle s'étaient dotés d'institutions démocratiques et c'est sous la pression de la confrontation est-ouest et les manœuvres des pétromonarchies qu'ils sont passés à des systèmes dictatoriaux ou des pouvoirs réactionnaires religieux. Encor une fois l'Islm est tout à fait compatible avec la démocratie, ce sont les potentats wahhabites et leur main d'œuvre salafiste qui ne le sont pas.

À l'heure actuelle, des pays entièrement ou majoritairement musulmans comme le Bangla Desh, la Malaisie, Brunei, Singapour, Oman, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie ou l'Indonésie ne sont pas des dictatures.

Quelles sont les fonctions de chef du renseignement de sécurité de la DGSE ?

La distinction entre le renseignement intérieur et le renseignement extérieur n'est pas géographique, elle est fonctionnelle. La DCRI fonctionne dans le cadre des lois de la République et des traités internationaux. Il faut un fondement juridique à son action, c'est-à-dire qu'un acte criminel ait été commis ou soit sur le point de l'être. Le renseignement extérieur s'exerce principalement à l'étranger, hors du domaine de compétence de l'État employeur et vise à discerner le plus en amont possible les sources de menace ainsi qu'à les neutraliser si possible avant même qu'elle prennent forme ou se concrétisent. La DGSE n'est pas une sorte de police extérieure illégale qu'on lancerait aux troussees des terroristes ou des criminels. Elle doit par sa connaissance et son expertise, déceler les menaces et suggérer au pouvoir politique toutes les mesures possibles (diplomatiques, financières, culturelles, sociales, militaires, etc.) pour s'en prémunir. Pour en savoir plus sur ce sujet, je vous invite à lire le petit livre intitulé « La sagesse de l'espion » paru aux éditions « L'oeil neuf » en 2010.....

La carte montrée par les néoconservateurs américains réduit l'Arabie Saoudite.

Dire « Les Américains » n'a pas de sens. Il y a aux Etats-Unis différents centres de pouvoirs, de réflexion et de décision. Le Président n'est que l'expression de consensus, de moyens termes entre les influences et de luttes entre différents centres d'intérêts et de lobbys. La carte que je vous ai montrée est la carte du Pentagone et non celle des néoconservateurs même si l'establishment militaire est plutôt conservateur.

Le discours face à la Syrie a évolué. Auparavant, le méchant était Assad. Sur 40 ans de carrière, le service dans lequel vous étiez était-il écouté ?

Les éléments apportés par les services de renseignements ne sont que l'un des nombreux éléments qui concourent à la décision gouvernementale. Ils ne sont pas forcément décisifs, mais en général, ils sont pris en compte. Sauf parfois comme en ce moment quand on se heurte à des dossiers sensibles où l'émotion et la pression médiatiques l'emportent sur la raison. Sur les dossiers libyen et syrien, il y a eu une incompréhension totale. Les politiques ont manifesté pendant des années des complaisances pour le dictateurs avant d'appeler à les lyncher, ce qui n'a pas rendu notre politique extérieure très lisible... Les services avaient préconisé plus de retenue dans un sens comme dans l'autre.

Quid des Chinois ?

Ils sont comme les Russes, ils ne veulent pas que l'ONU construise une « machine à donner des bons et des mauvais points »... Et les Chinois ne se sentent pas comme les Occidentaux le besoin de « donner des leçons ». Pour les Chinois, l'important est de faire des affaires et les interventions militaires sont très mal vues.

Doit-on craindre le terrorisme, suite à notre intervention au Mali ?

Notre intervention nous expose indiscutablement. On a vu quelques tentatives d'ailleurs assez misérables car, suite à leur défaite, les bandes islamiques du Sahel ont un potentiel réduit.

Beaucoup plus inquiétante m'apparaît la résonance possible au discours djihadiste parmi les jeunes déstabilisés dans nos quartiers sensibles.

Le champ du casher et du hallal. L'abattage rituel montre une lâcheté des pouvoirs français à aller de l'avant. On recule sur nos propres convictions.

Il faudrait d'abord que l'État ait un discours cohérent. Juifs et Musulmans revendiquent l'abattage rituel au nom de leurs coutumes. Nous, nous défendons les mises à mort dans les corridas au nom de nos coutumes... Si on veut pouvoir condamner l'un, il faut condamner l'autre... et commencer par appliquer les lois de la République qui réglementent la vie collective en refusant un « droit à la différence » que réclament les bien-pensants et ceux qui veulent s'affranchir des règles de la collectivité. Les lois de la République sont claires et précises en matière de souffrance animale, d'hygiène alimentaire et d'abattage. Commençons par les faire appliquer

Quelles sont les forces centrifuges qui existent dans l'islamisme ?

Pour l'instant il n'y en a pas. Les salafistes occupent tout le champ de l'islamisme politique. Il y a une grande unité de vue entre les Frères Musulmans. La surenchère que se livrent à ce sujet les Saoudiens et les Qataris ne peut qu'aggraver la tendance.

Qu'est allé faire réellement la France au Mali ? N'y-t-il pas un agenda caché ?

La France est partie lutter contre la prise de contrôle d'un pays entier par des forces d'inspiration islamiste qui auraient pu en faire un sanctuaire comme les Talibans l'ont fait en Afghanistan. De plus, un des objectifs de ceux qui se disaient djihadistes était les implantations françaises d'AREVA essentiels à notre économie. La France avait de plus des accords de défense avec le Mali et nous avons mis bien longtemps à les honorer. Je ne vois pas là dedans d'agenda caché.

Les attentats d'Irak ?

On a actuellement 40 morts en moyenne par jour en Irak. Ce sont chaque fois des sites chiites qui sont visés par des attentats de djihadistes salafistes. C'est une offensive permanente des milices sunnites contre la prise en main évidente du pays par la majorité chiite. Brillant résultat d'une guerre décidée par l'administration Bush sur la base de mensonges grossiers. Le bilan en dix ans depuis 2003 est de 120 000 morts. Saddam Hussein, en 30 ans, en avait fait 30 000... Je n'approuve pas ce qu'a fait Saddam Hussein et sa responsabilité n'en est nullement atténuée, mais je ne crois pas que l'Occident ait fait mieux ni apporté à ce pays la paix, la liberté et la démocratie !

Epilogue

Le jour de notre Rencontre Thématique, un nouvel élément est à placer dans le dossier de l'affrontement entre Sunnites et Chiites : le prédicateur sunnite Youssef al-Qaradâwî¹⁷ qui vit

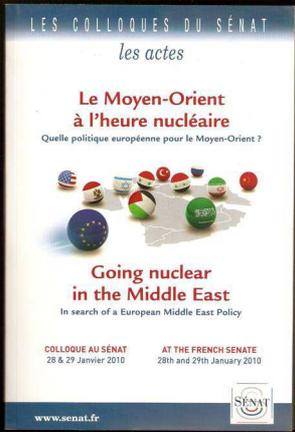
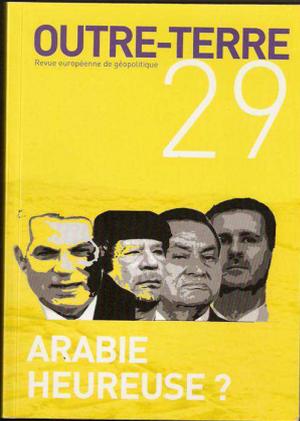
¹⁷ **Youssef al-Qardaoui** ou **Yûsuf Al-Qaradâwî** (en arabe : يوسف القرضاوي) (né le 9 septembre 1926 en Égypte) est un religieux musulman sunnite d'origine égyptienne. Il est président de l'Union Internationale des Savants Musulmans (oulémas), membre de la confrérie des frères musulmans ainsi que du Conseil Européen pour la Recherche et la Fatwa, il apparaît aussi comme consultant religieux sur Al-Jazira. Orphelin de père dès l'âge de deux ans, il grandit dans une famille de paysans attachés à l'islam. Ce fut son oncle paternel qui l'éleva. Il l'envoya à la médersa du village où il acheva la mémorisation du Coran à l'âge de 10 ans. Yûsuf Al-Qaradâwî poursuivit ses études à l'institut azharite de la ville de Tantâ. Ce fut son premier pas au sein de cette institution de l'Université al-Azhar. À cette époque il rejoignit les Frères musulmans ce qui lui valut d'être emprisonné en 1949, puis entre 1954 et 1956 et en 1962. Neuf années plus tard, il obtint le diplôme sanctionnant le cycle d'enseignement secondaire. Il se rendit alors au Caire où il intégra le cycle universitaire d'Al-Azhar, dans la Faculté des Fondements de la Religion. En 1953, il termina major de sa promotion. Un an plus tard, il passa son examen d'enseignant. En 1957, il obtint une agrégation de lettres arabes, arrivant en tête d'une promotion de 500 étudiants. En 1960, il commença

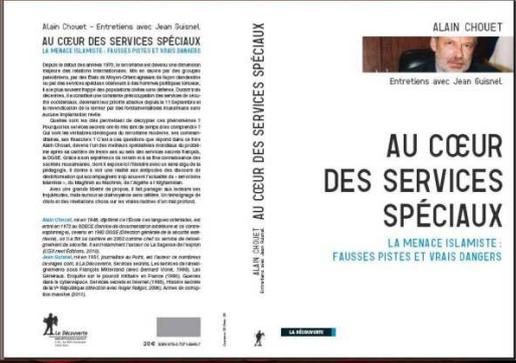
protégé au Qatar a appelé dans son prêche du vendredi les croyants à s'engager pour la rébellion syrienne : « Tout musulman ayant reçu un entraînement militaire doit se rendre disponible pour soutenir la rébellion syrienne »¹⁸.

la préparation de sa thèse, sur le thème de la zakâh et son rôle dans la résolution des problèmes sociaux. Membre de la confrérie des Frères musulmans, il a été déchu de sa nationalité égyptienne par le président Gamal Abdel Nasser et possède actuellement la nationalité qatarie. Il a dirigé la prière du vendredi le 18 février 2011 pour la première fois sur le territoire égyptien depuis 30 ans, sur la place Tahrir au Caire. Le 21 février 2011, lors de la guerre civile libyenne, il émet une fatwa appelant l'armée à assassiner Mouammar Kadhafi. Il est interdit de séjour en France à l'occasion du rassemblement annuel de l'Union des organisations islamiques de France en 2012 [source Wikipedia].

¹⁸ Cité dans *La Croix* du 3 juin 2013.

Pour en savoir plus

Quelques pistes bibliographiques	A découvrir selon vos envies ...
<ul style="list-style-type: none">• Colloque au Sénat sur le Moyen orient	
<ul style="list-style-type: none">• Revue européenne de géopolitique	
<ul style="list-style-type: none">• La face cachée des révolutions arabes	

<ul style="list-style-type: none"> • Au cœur des services spéciaux 			
<p>Le site d'Alain CHOUET</p>		<p>http://alain.chouet.free.fr</p>	

ANNEXES

Les frères musulmans

Les Frères musulmans sont créés en 1928 à Ismaïlia en Egypte par Hassan al-Banna, né en 1906 près d'Alexandrie, instituteur et professeur de théologie. Le but d'Hassan al-Banna est double : dire son opposition à la présence britannique en Egypte et en Palestine, responsable selon lui de l'échec de l'unité arabe à l'issue de la Première Guerre mondiale et réislamiser la société égyptienne mais également le reste du Moyen-Orient, par la mise en place de la Charia (la loi islamique). Son objectif de propager les valeurs de l'Islam ne le place pas sur le terrain du nationalisme arabe. En cela, Hassan al-Banna s'oppose à la laïcisation de l'Egypte sur le plan politique et entend mettre en place un Etat islamique.

Les frères musulmans égyptiens

La structure de la confrérie s'organise. Un guide, le Murshid, élu par l'assemblée des sages, la Choure, dirige la confrérie. Un fois élu, le guide met en place un bureau de 15 membres, chargé de la gestion des affaires financières, culturelles et sociales. Hassan al-Banna est élu guide des Frères musulmans. La confrérie met en place des structures sociales et associatives, dans le but d'éduquer les jeunes générations. Rapidement, le mouvement dépasse les frontières de l'Egypte et se développe au Moyen-Orient, notamment en Syrie, en Palestine et en Jordanie. En 1948, lors de la création de l'Etat d'Israël, les Frères musulmans égyptiens se mobilisent en faveur des Palestiniens. La participation de l'Egypte à la première guerre israélo-arabe de 1948-1949 se solde par un échec et fragilise la société égyptienne. Afin de tenter de diminuer le mécontentement populaire, le gouvernement décide d'interdire l'organisation en décembre 1948.

En réaction, la confrérie assassine le chef du gouvernement le 28 décembre. Le 12 février 1949, Hassan al-Banna est exécuté en retour par les autorités égyptiennes. A partir de ce moment, les Frères musulmans sont réprimés et leurs activités diminuent. Sur le plan politique, le président égyptien Néguib ainsi que son président du Conseil Nasser proposent aux Frères musulmans de participer au pouvoir, mais ces derniers refusent, le régime égyptien n'étant pas conforme à leur doctrine favorable à un Etat islamique. En 1954, l'organisation est interdite par Nasser et beaucoup de Frères musulmans se réfugient alors en Arabie saoudite. L'organisation est interdite jusqu'en 1970, date de l'arrivée au pouvoir du président Sadate.

Dans les années 1960, Sayyid Qotb, disciple et contemporain d'Hassan al-Banna, responsable de la propagande des Frères musulmans, est à l'initiative d'un courant plus radical au sein des Frères musulmans. Il estime que les Etats du monde arabe issus de la colonisation ne sont pas des Etats islamiques et prône l'utilisation de la violence pour les instaurer. Il est exécuté le 26 août 1966.

Sadate entreprend de réhabiliter la confrérie ainsi que d'autres opposants politiques à Nasser et privilégie en particulier les organisations islamiques afin de combattre le courant socialiste. Il est néanmoins assassiné le 6 octobre 1981 par un islamiste proche des Frères musulmans, hostile aux accords de Camp David et de la paix avec Israël signée en 1979 par Sadate. Son successeur, le président Hosni Moubarak s'attache à lutter contre les mouvements islamistes et les Frères musulmans sont réprimés, à partir de 1994. La confrérie connaît néanmoins une évolution, les jeunes souhaitant un changement dans l'organisation, avec la mise en place d'un islam moins fermé et moins rigoriste.

Les frères musulmans en Palestine

En Palestine, la diffusion des Frères musulmans est rapide dans les années 1930 et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. A la suite de la création de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948 et de la première guerre israélo-arabe, les territoires qui devaient constituer l'Etat arabe selon le plan de partage de l'ONU du 29 novembre 1947 passent sous domination étrangère : la Bande de Gaza administrée par l'Egypte et la Cisjordanie annexée par la Jordanie. Les Frères musulmans poursuivent leurs activités sur ces deux territoires. Lors de la guerre des six jours de juin 1967, la Bande de Gaza et la Cisjordanie sont occupées par Israël. Dans le but de combattre l'Etat hébreu, les Frères musulmans entreprennent alors de former les Palestiniens à l'Islam par le biais d'associations, de centre caritatifs et humanitaires, et de mosquées. Leur but n'est pas de défendre la cause palestinienne par la création d'un Etat, mais de faire triompher les valeurs de l'Islam parmi les Palestiniens. Mais l'action caritative et humanitaire des Frères musulmans entre en concurrence avec les actions des organisations de résistance palestinienne que sont l'OLP, le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP). En outre, à la différence de la résistance palestinienne, les Frères musulmans n'utilisent pas l'action politique contre Israël, restant en ce sens fidèles à la doctrine d'Hassan al-Banna. Cependant, à partir des années 1980, certains parmi les Frères décident de lutter contre Israël par des moyens politiques. Faisant scission avec les Frères musulmans, deux mouvements se créent : le Djihad islamique en 1983 et le Hamas en 1987.

Les Frères musulmans en Syrie

Les Frères musulmans se développent également dans les années 1930 en Syrie, et comme en Egypte et en Palestine, ils se font connaître par leurs réseaux sociaux et religieux. Dans les années 1950, s'ils ne participent pas à la vie politique, ils soutiennent des candidats dans leur engagement politique, qu'ils considèrent comme de « bons musulmans ». A partir de 1979, le président Hafez al-Assad est confronté à la contestation populaire, et notamment à celle des islamistes, dont les Frères musulmans, qui représentent une menace pour le pouvoir. Les revendications sont confessionnelles (le pouvoir étant aux mains des Alaouites, minoritaires, dans une population composée à 70% de sunnites), sociales (libertés démocratiques) et religieuses (la parti bass au pouvoir est laïc). Des attentats sont notamment commis en juin 1979 contre l'école d'artillerie d'Alep, dont les élèves sont Alaouites et dans d'autres villes syriennes,

entre militaires alaouites et sunnites. En 1980, Alep se révolte, puis Hama en 1982. Le pouvoir syrien réprime la révolte d'Hama en février, faisant entre 5000 et 20000 morts. Les Frères musulmans sont brisés en Syrie et partent en exil.

En revanche, les Frères musulmans participent à la vie politique en Jordanie (20 sièges aux élections de 1989, 16 en 1992) et au Koweït (3 sièges aux élections de 1992). Les Frères musulmans se développent également au Soudan et au Maghreb.

Bibliographie

Caroline DONATI, *L'exception syrienne, entre modernisation et résistance*, La découverte, Paris, 2009, 354 pages.

Gilles KEPEL, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, Gallimard, Paris, 2000, 452 pages.

Aude SIGNOLES, *Le Hamas au pouvoir et après ?* Milan Actu, Toulouse, 2006, 112 pages.

[source : un article publié Par Anne-Lucie Chaigne Oudin publié le 09/03/2010 sur le site : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Freres-musulmans.html>]